



25 octobre, 2022

Le rôle des pays du Maghreb dans la stabilisation du Sahel. Opportunités et défis pour l'axe Sahel-Maghreb-Europe¹

II Forum Dialogue Sahel Europe

Introduction

Suite au forum de dialogue Sahel-Europe qui s'est tenu le 15 et 16 juillet les intervenants Nizar Derdabi, Ancien officier supérieur de la gendarmerie royale et Enseignant à l'École de Guerre Économique, Djallil Lounnas; Chercheur à l'Université Al Akhawayn et Ahmedou Ould Abdallah Ancien ministre des affaires étrangères de la Mauritanie, modérés par Giovanni Romani, chef MENA, Division Affaires politiques et politique de sécurité de l'OTAN, ont analysé le rôle des pays du Maghreb dans la stabilisation du Sahel, avec les opportunités et les défis que cela implique pour l'axe Sahel-Maghreb-Europe.

La proximité géographique de ces trois régions définit un ensemble dynamique de menaces et d'opportunités, mais ne constitue pas encore un triangle de coopération organisé. Or, la progression du terrorisme menace la sécurité du Sahel et cela se répercute directement sur celle des pays limitrophes. L'affaiblissement de la souveraineté et de la capacité de gouvernance des États peut ouvrir la voie à des menaces susceptibles de frapper à plus long terme les intérêts maghrébins et européens. Ainsi, ces dernières années, l'augmentation des attaques terroristes et des migrations illégales a exercé une pression croissante sur le Maghreb et l'Europe en les incitant à renforcer leur coopération. Les bouleversements géopolitiques

¹ Cette analyse fait partie d'une série de recherches menées par le Centre de sécurité internationale sur le dialogue avec le Sahel. Suite au Forum de Dialogue Sahel-Europe organisé en mars 2021, les intervenants appartenant au [groupe d'experts du Forum de Dialogue Sahel-Europe](#) ont approfondi les thèmes de leurs conférences, analysant les défis partagés, et les opportunités de coopération sur nos défis communs. Cette analyse a été réalisée par Beatriz de León Cobo, directrice du Forum de Dialogue Sahel Europe, sur la base des notes de la conférence du même titre avec la collaboration de Julie Bonin, réserviste de l'armée de terre française.

au Sahel rendent plus sensible que jamais la crise qui affecte les relations euro-méditerranéennes en général et euromaghrébines en particulier. Ces données nous permettent de souligner l'importance de la coopération intégrale et multidimensionnelle, ainsi que de l'approche multilatérale de l'Europe et le Maghreb au Sahel. Dans les paragraphes suivants, l'objectif sera d'analyser les défis existants dans les territoires sahéliens, ainsi que les opportunités de coopération à travers les virages stratégiques entrepris par le Maroc et l'Algérie, puis dans un dernier temps, les enseignements à tirer pour faire face à cette situation.

Les défis

Dans un premier temps, il est important de définir ce qu'est le Maghreb. Ce terme qui se traduit par « le Couchant, l'Occident », est une région située en Afrique du Nord correspondant à l'espace culturel arabo-berbère, comprise entre la mer Méditerranée, la bande sahélienne et l'Égypte (non compris dans cet espace). Il se compose d'anciens territoires berbères, en grande partie arabisés aujourd'hui. Il est situé à la croisée du monde arabe et des civilisations méditerranéenne et africaine et forme une unité géographique caractérisée culturellement par la fusion d'éléments arabo-berbères qui partagent une culture et une histoire des peuples commune.

Le premier défi à relever est la crise diplomatique récurrente entre Rabat et Alger, qui constitue un frein pour la coopération régionale et complique la situation géopolitique dans le sahel. Tout serait beaucoup plus simple si les deux grands pays du Maghreb, le Maroc et l'Algérie entretenaient de bonnes relations. Or, le récit officiel de l'histoire de ces deux pays qui façonne leur identité nationale mais également leurs politiques nationales et étrangère, se nourrit de leur rivalité et des litiges frontaliers dont les origines remontent à leur indépendance.

Les tensions qui découlent de cette situation de crise prolongée impactent négativement les relations entre les deux pays voisins. L'hostilité mutuelle qui en découle constitue un obstacle à l'intégration économique de la région dans le cadre de l'Union du Maghreb Arabe. En outre, la lutte contre le terrorisme souffre également de cette situation.

Le Royaume du Maroc qui coopère principalement avec ses partenaires dans les domaines de la formation, de l'échange de renseignement et la dotation en équipements, met en place de manière discrète une politique de collaboration en matière de sécurité avec le Mali et la Mauritanie. Il voit actuellement sans doute son rôle dans la lutte contre le terrorisme dans la région limité par les pressions qu'exerce l'Algérie pour le tenir à l'écart de certaines réunions internationales.

L'Algérie a pour sa part initié toute une série d'actions : création du CAERT (African Centre for the Study & Research on Terrorism) à Alger, création d'un comité d'état-major opérationnel conjoint entre l'Algérie, la Mauritanie, le Mali et le Niger pour mener la lutte contre AQMI dans les zones transfrontalière, déploiement de plusieurs dizaines de milliers d'hommes par l'Armée nationale Populaire (ANP), toujours dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, et surtout mise en place du Comité d'État-Major Opérationnel Conjoint (CEMOC) avec notamment le partage de renseignement pour la lutte contre le terrorisme dès septembre 2010 à Alger (suite à la réunion des chefs de services de renseignement de l'Algérie, de la Mauritanie, du Mali et du Niger).

Ces initiatives prises par Alger soulignent que l'Algérie demeure le pays le plus actif pour la lutte contre le terrorisme dans la région.

D'autre part, le terrorisme djihadiste reste un des principaux défis pour les pays africains du Sahel, alors que sa croissance incontrôlée menace non seulement la stabilité de la région mais aussi celle de l'occident. Afin de rétablir la sécurité au Sahel, il est donc impératif d'analyser les causes de l'expansion et du financement du terrorisme. En ce sens, jusqu'à la fin de l'année 2010 la préoccupation principale de l'Europe, essentiellement l'Europe méridionale, était la lutte contre le trafic de drogue provenant de l'Amérique Latine. Les actions entreprises par les services de sécurité européens pour couper la route atlantique de la drogue a poussé les trafiquants à détourné leurs circuits de trafic vers le Sahel. En profitant de la faiblesse des institutions de ces territoires, cette dynamique a fini par dominer et déstabiliser ces zones. De plus, le terrorisme importé d'Afghanistan vers le Maghreb fut tellement dévastateur que les pays maghrébins ont repoussé cette menace vers leurs frontières sud, se déplaçant ensuite vers les pays du Sahel qui n'étaient pas prêts pour répondre à cette menace.

Le troisième défi présent dans le territoire sahélien est la tribalisation des peuples. Ce concept de "tribalisation" est l'action de tribaliser, de structurer sur des critères ethniques. Cela pouvant mener à des rivalités entre les différentes communautés. En ce sens, les approches à long terme ont fragilisé la région du Sahel depuis 1960 avec la tribalisation. Depuis lors, la situation s'est dégradée en raison d'une tribalisation accrue des rivalités.

Les régimes eux-mêmes ont favorisé des bases tribales, une re- tribalisation qui fragilise les États, en annihilant toute volonté des éléments des forces armées de combattre en faveur de l'État. Cette situation étant la conséquence de la forte croissance démographique qui pousse la population rurale vers des villes mal gérées et gouvernées. Ces populations se retrouvent dans l'obligation d'essayer de survivre au lieu de vivre normalement, tandis que les groupes terroristes sont une alternative à l'incertitude causée par des économies stagnantes. De plus, la corruption systématique qui profite de l'impunité est un argument qu'utilisent les terroristes pour convaincre les populations à se détourner de leurs gouvernants.

La question qui se pose actuellement est de savoir comment faire face au phénomène universel et ravageur de la corruption (qui a des conséquences plus importantes au Sahel à cause de la fragilité des États). Cela implique de relever les défis du trafic de drogue, de la re-tribalisation, du terrorisme, etc... tout en donnant la priorité au problème de la corruption systématique et le sentiment d'impunité qui encouragent le terrorisme.

Par ailleurs, les populations civiles, ainsi que les forces de sécurité, ne sont plus convaincues par la stratégie adoptée par les gouvernements nationaux d'envoyer les forces de sécurité combattre, mais exhortent à faire appel à la coopération internationale forte de ses nombreuses ressources. Cependant, quand le terrorisme est implanté au sein des populations, la situation devient plus compliquée. Les terroristes peuvent tout accepter, sauf la négociation, car ils sont convaincus d'avoir toujours raison. Mais ceci n'est pas le seul défi de la coopération interétatique, car la problématique du renseignement, indispensable dans tous les domaines, est devenue cruciale après l'annonce par la France du redéploiement de la mission Barkhane. Cela pose la question de la stabilité au Sahel après le départ de Barkhane, surtout que les forces maliennes ont perdu le soutien en renseignement (la France et les USA ne partagent leurs informations qu'avec leurs

partenaires, il reste à voir s'ils continueront à le faire avec le nouveau gouvernement malien et ses alliés Russes). Désormais, les forces armées françaises ont des intérêts communs et agiront au Sahel dans un double objectif de lutte contre le terrorisme et de montée en puissance des armées partenaires. De même, cette coopération s'avère aussi nécessaire par rapport à l'appui aérien (les Maliens se sont dotés d'hélicoptères) qui demeure décisif pour soutenir l'action des troupes au sol. Ainsi, un effort doit être consenti sur l'appui aérien, d'autant que la crise ukrainienne a fragilisé l'intérêt et la priorité donnés au Sahel.

Ce qui entrave également l'action des services de sécurité, ce sont les barrières administratives aux frontières. Par ailleurs, la lourdeur des procédures administratives constitue une contrainte de plus à gérer pour les forces de l'ordre et une opportunité pour les criminels qui en tirent profit. C'est donc une problématique qu'il faudra solutionner pour rendre l'action des forces de sécurité plus efficace tout en fluidifiant la coopération.

Opportunités de coopération : les virages stratégiques

Pour faire face à tous ces défis, des opportunités de coopération peuvent être envisagées à travers les politiques adoptées par le Maroc et l'Algérie qui ont un rôle important à jouer dans le domaine de la coopération avec les pays du Sahel dans la lutte contre la menace terroriste.

Le Maroc

Remontant à 1963, date de la guerre des sables, puis exacerbée par le conflit du Sahara occidental depuis 1975, l'hostilité entre les deux pays voisins du Maghreb se prolonge jusqu'à aujourd'hui par une rivalité pour avoir le leadership régional. Ainsi l'élan pris par le Maroc dans la participation aux travaux de la CÉDAO, dont il n'est pas membre, et ses rapports privilégiés avec certains membres de l'UE, comme l'Espagne ou la France, soulignent la voie suivie par le Royaume pour devenir un partenaire indispensable dans l'équation politico-sécuritaire de la région au détriment de l'Algérie. Le discours développé par Rabat repose sur la nécessité de développer la coopération entre l'UE et le Maroc, puisqu'ils sont confrontés aux mêmes menaces terroristes provenant du Sud, et que, par conséquent, il est le plus indiqué pour être un interlocuteur fiable et efficace dans la région ainsi qu'un vecteur d'influence pour l'UE.

Le rôle que peut jouer le Maroc dans la stabilité du Sahel est sans doute le partage de son expérience de lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation islamiste avec ses partenaires régionaux. Depuis 20 ans, le Maroc a amorcé un virage stratégique et diplomatique dans sa politique étrangère, qui donne la priorité désormais aux partenariats avec les pays africains alors que des décennies avant, le Maroc était plutôt tourné vers son partenariat avec les pays arabes et avec les voisins européens. Dans cette nouvelle stratégie plusieurs domaines sont inclus : les volets politiques, économiques et sociaux-culturels, mais le Maroc accorde aussi une importance capitale aux partenariats sécuritaires et militaires. Le volet sécuritaire est privilégié car le Royaume a acquis une grande expertise sécuritaire dans la lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation. Depuis l'année 2003, lors de l'attentat terroriste à Casablanca qui a causé 43 morts et plus de 100 blessés, commis par des jeunes terroristes marocains issus des bidonvilles de cette grande mégapole, le Maroc s'est rendu compte que le mal venait directement de son propre pays, notamment en observant les facteurs socio-économiques. À partir de là, il a donc mis en place une stratégie de lutte globale et multidimensionnelle, basée sur 5 piliers :

Le premier est celui de la réforme du champ religieux, en encadrant le discours et l'enseignement religieux (le Maroc est un pays sunnite malékite qui propose un islam tolérant). Cette réforme vise à reprendre le contrôle sur le discours religieux pour empêcher la propagation du discours violent et l'endoctrinement de jeunes croyants, notamment à travers la création de l'Institut Mohammed VI de Formation des Imams qui a pour vocation de former les imams qui seront appelés à être les relais du discours religieux relayé aux fidèles et aux croyants.

Pour le **deuxième pilier** sécuritaire et juridique, le Maroc s'est doté d'un arsenal juridique renforcé et a donné la priorité au renseignement grâce au maillage territorial par des agents de l'administration dans un but d'anticipation des menaces. De plus, un bureau central d'investigation judiciaire fut créé pour la lutte contre les réseaux terroristes et le crime organisé en même temps (il existe une connexion entre le terrorisme et les trafics illicites et autres activités illégales). Pour que la lutte soit efficace, il faut une mutualisation des efforts et des moyens entre la police nationale et les services de renseignement intérieur : ce qui a permis de fluidifier l'échange de renseignements (et éviter la concurrence entre services) et de mettre tous les moyens humains et matériels en communs afin de pouvoir anticiper les attaques.

La déradicalisation dans le milieu carcéral, qui s'avère être un milieu propice à la radicalisation occupe le **troisième pilier**, car les détenus sont généralement issus de milieux précaires avec un faible niveau d'éducation. La vague d'arrestations suivant les attentats de 2003, qui a touché plus de 2000 personnes (réseaux terroristes et prêcheurs salafistes) a eu pour conséquence la radicalisation d'un grand nombre de détenus qui étaient au contact des détenus extrémistes. L'administration carcérale au Maroc a tiré les enseignements de cette expérience et procède maintenant à l'isolement des détenus extrémistes, avec un effort sur le renseignement au niveau carcéral et pour la réhabilitation de ces détenus.

Le **quatrième pilier** est le volet socio-économique. Les régions pauvres et enclavées, situées généralement dans la campagne et les régions arides au Maroc sont un terreau fertile pour la radicalisation. Le Royaume chérifien a donc commencé à se focaliser ses efforts sur le développement humain, améliorant l'accès des jeunes filles à l'éducation dans le milieu rural et en mettant en place des programmes pour faciliter l'accès à l'emploi aux jeunes.

Puis, le **dernier axe** de lutte contre le terrorisme, qui demeure un axe prioritaire, est celui de la coopération avec les forces armées et services de sécurité des pays voisins et partenaires (Espagne, Mauritanie, Sénégal, Côte d'Ivoire, France...), en procédant à l'échange de renseignement, à la sécurisation et le contrôle conjoint des frontières.

Cependant, dans la stratégie marocaine les résultats sont présents mais ne sont pas forcément gage de sécurité totale car il ne peut y avoir de stratégie ultime de lutte contre le terrorisme, mais seulement des modèles à suivre. Dans le domaine de la coopération, le Maroc accueille des imams étrangers dans son institut de formation pur faire profiter les pays partenaires de la réussite de cet institut. Par exemple, la France, après avoir envoyé des imams se former dans cet institut au Maroc parmi les premières promotions, s'est inspiré de ce modèle pour créer sa propre structure afin d'encadrer la formation des imams pour contrôler les programmes d'éducation puis éviter la promotion d'un discours radical dans le futur. Dans un

autre domaine, le partage de renseignements des services marocains avec leurs homologues étrangers ont permis d'éviter plusieurs attentats sanglants avant leur exécution (le groupe terroriste responsable de l'attentat au Bataclan a été identifié et localisé grâce aux renseignements fournis par les services marocains).

L'Algérie

Selon la nouvelle stratégie algérienne au Sahel et d'après les déclarations de M. Tebboune en mai 2021, l'Algérie ne laisserait pas le Mali devenir une base arrière du djihadisme et 6 mois auparavant, le gouvernement passait la réforme constitutionnelle autorisant l'ANP à intervenir à l'étranger. Cependant, dans les faits cela ne se traduit pas obligatoirement par un changement de stratégie par rapport à celle mise en place avant 2019 la stratégie algérienne au Mali. Avant ça, la politique algérienne était basée sur le non-interventionnisme extérieur et la solution politique.

Pour l'Algérie, le Sahel affecte directement sa sécurité intérieure et non extérieure. Cela s'explique par le fait qu'il y a au moins trois éléments qui sont intimement liés : par la question Touareg qui occupe une partie importante car il existe une crainte que le conflit au Sahel mobilise les Touaregs en Algérie ; le trafic humain, de drogues et d'armes (la question de l'immigration illégale est abordé depuis l'angle sécuritaire en Algérie) ; ainsi que la multiplicité des groupes terroristes (AQMI, JNIM, EI).

L'approche algérienne fut centrée sur la solution politique pendant 15 ans, c'est-à-dire, une solution nationale pour le terrorisme passant par un dialogue inclusif englobant toutes les parties à savoir les diverses factions maliennes et le gouvernement Malien et la satisfaction à travers ce dialogue de revendications légitimes des populations locales. L'idée est par là de séparer les groupes terroristes des populations locales. Alger suit par-là, une stratégie inspirée de celle mise en place contre AQMI en Algérie même et qui a permis d'éliminer le groupe terroriste en Algérie même. Ensuite, l'Algérie pense qu'il est possible de dialoguer avec le JNIM, afin d'amener celui-ci à renoncer à la violence en se basant encore une fois sur la stratégie Algérienne dans les années çà-2000. Cependant, Alger considère qu'il est impossible de coopérer avec l'État Islamique qui doit être éradiqué. La solution politique à débouché, par exemple, sur l'accord d'Alger en 2015. De même, elle est centrée sur le non-interventionnisme (tout en interceptant les mouvements de terroristes au frontières). Dernier élément intéressant ; les combattants algériens au Sahel peuvent se rendre aux autorités Algériennes et bénéficier des mesures de la réconciliation nationale.

Globalement, à partir de 2013, Alger est entrée dans une crise politique intérieure qui l'a empêchée de jouer son rôle de médiateur de manière efficace. À partir de 2020, le président Tebboune décide de réengager l'Algérie au Mali et remanier le gouvernement en 2020 avec des profils favorables à l'intervention extérieure. Cependant, en 2021, le président recompose le gouvernement à nouveau avec des responsables qui veulent le retour à la solution politique initiale. Depuis, l'Algérie a conclu un partenariat énergétique avec l'Italie et un partenariat stratégique avec le Niger, puis un fort rapprochement avec Bamako.

Leçons apprises

La sauvegarde des intérêts Maghrébins et Européens passent de toute évidence par une étroite collaboration dans l'espace saharo-sahélien et ce, aussi bien à court terme qu'à long terme (combat contre la pauvreté,

mise en place de réformes structurelles pour permettre un développement efficace et durable, promotion de la stabilité et de la bonne gouvernance).

De ce fait le caractère multinational de la crise du Sahel et ses conséquences tout aussi bien sur le plan sahélo – saharien comme sur le plan maghrébin ou encore sur le plan européen fait appel à une coopération franche qui, au -delà d’œuvrer pour la résolution de ladite crise du Sahel, empêcherait l’instabilité de se propager dans toutes la région. Ce qui menacerait de la sorte les pays maghrébins qui jouent un rôle majeur dans l’approvisionnement énergétique de l’Europe et dans le contrôle des flux migratoires vers le vieux continent. Cependant, l’efficacité d’une telle coopération ne pourra avoir lieu que si les pays Sahéliens en coordination avec le Maroc, l’Algérie, l’Égypte, le Nigeria et l’UE mettent en œuvre un plan de relance économique durable et soutenable qui réponde de manière efficace aux attentes des classes moyennes et des jeunes tout en évitant la fameuse “ capture des élites”

Aussi ces actions trouveront une source de motivation additionnelle dans les ressources naturelles et humaines qui se révèlent comme des atouts majeurs du Sahel dont la prospérité serait bénéfique pour une Afrique du Nord qui s’achemine vers un grand espace d’échanges qui nécessitera une vision globale de développement durable et de prospérité avec ses voisins du sud ou encore pour une Europe pour laquelle cet espace géostratégique semble être vital.

L’UE, en plus du Maroc, de l’Algérie et de l’Égypte (et pourquoi pas le Nigéria), doivent capitaliser sur cette dynamique, en coordination avec les pays Sahéliens et en concertation avec les populations, pour mettre en place un vrai plan de relance économique avec des investissements, avec comme piliers déjà cités auparavant, avec une approche inclusive.

Le Maroc jouit d’une grande influence culturelle et politique, fondée sur des liens historiques qui datent depuis le Moyen Age, et sur un intérêt économique grandissant, assorti d’investissements d’ordre publique et privé. L’Algérie dispose de frontières étendues avec une grande partie des pays du Sahel et l’Europe jouit de grandes influences. Cependant, le Sahel n’est pas simplement une région à aider mais un espace d’opportunités avec un potentiel à développer, avec des ressources naturelles et humaines à valoriser. Ce qui se traduit par des véritables atouts, surtout pour l’Europe, qui essaye de fluidifier et conjuguer les atouts et les efforts avec l’objectif de faire face aux défis des uns et des autres. Il convient donc d’y répondre par une action ciblée et coordonnée, visant à renforcer la stabilité, accroître la présence des pouvoirs publics, encourager le développement et faire reculer les groupes terroristes. Finalement, la meilleure solution demeure la réforme intérieure et la coopération internationale.

Conclusions et recommandations

En définitive, il est important de noter que la lutte contre les réseaux criminels transnationaux de mieux en mieux organisés et implantés sur tous les territoires, nécessite obligatoirement une coopération efficace des services de police et un partage du renseignement dans un cadre de partenariat et de confiance mutuelle.

- **Recommandation 1** : Renforcer la lutte contre le financement du terrorisme et le crime transnational, améliorer la coopération contre le crime organisé et le trafic d’êtres humains.

- Recomendación 2 : Intensifier le combat contre la corruption et la collaboration avec les pouvoirs publics de la région pour le renforcement de l'administration judiciaire et les services de sécurité.
- Recomendación 3 : Améliorer le niveau de l'éducation nationale et augmenter le taux de scolarisation et multiplier les formations professionnelles au profit des jeunes.
- Recomendación 4 : Mettre en place une coopération face aux menaces communes, surtout en termes d'échange de renseignement.
- Recomendación 5 : Développer une capacité de résilience et jeter les bases d'un développement économique, social et politique inclusif, afin d'améliorer les conditions de vie et de réduire les besoins humanitaires.